

Le communautaire à l'agenda N-VA de 2019

Jan Jambon détaille au « Soir » la stratégie nationaliste en vue des élections : utiliser l'institutionnel pour assurer la prospérité flamande.

Jan Jambon l'affirme sans détour, dans une interview au *Soir* : « Il y aura du communautaire dans notre programme » pour 2019 même si la campagne en elle-même ne tournera pas autour de cette question.

Le ministre de l'Intérieur pose donc les jalons des élections fédérales pour le parti nationaliste avec trois axes principaux : l'identité, la sécurité et le socio-économique. Mais « pour gérer ces questions de la manière la plus efficace en Belgique, il faut réorganiser les compétences et les institutions », souligne-t-il.

Alors, « le but dans ma vie politique n'est pas de réformer l'Etat, mais d'offrir bien-être et prospérité ». Jan Jambon estime que la N-VA ne peut pas faire campagne sur de l'institutionnel pur. « Dire "Votez pour nous parce qu'on va changer l'article 103, 124 ou 4.200", cela n'a pas de sens », juge-t-il. Adeptes des phrases chocs, il pense aussi que « si on abandonnait le communautaire, tous les Wallons voteraient pour la N-VA » tant il estime que le programme socio-économique de son parti est populaire.

Sur la question catalane (dossier dans

lequel les nationalistes flamands se sont beaucoup impliqués), Jan Jambon explique ne pas vouloir mettre le gouvernement dans l'embarras. « On sait de quel côté mon cœur penche », mais « c'est un problème espagnol et je suis sûr que notre gouvernement va s'en sortir ». Quant à savoir si vote populaire pour l'indépendance en Flandre est imaginable, il rappelle que la N-VA n'est pas favorable aux référendums : « C'est aux élus de gérer cela. » ■

« Si on abandonnait le communautaire, tous les Wallons voteraient pour nous ! »

► Jan Jambon regarde la Catalogne en rêvant, mais ne prône pas un référendum en Flandre... tout en restant un indépendantiste convaincu.
► Pour « garantir l'identité, la sécurité et la prospérité » flamande, dit-il, il faut du communautaire. « Il y en aura dans notre programme. »

MICHEL II

Le Seize ?

« On ne dit pas non, mais on ne le revendique pas »

Un Michel II sans institutionnel, c'est envisageable ?

Entre ce gouvernement et le suivant, il reste un « détail » : les élections.

Mais vous pourriez dire « on est contents et on continue »...

Tout dépend du résultat des élections. Et le résultat des négociations gouvernementales si on y est invités...

Si la suédoise se prolonge, la N-VA prend le Seize ?

Je ne sais pas, cela dépend aussi de la position du MR. Vu la configuration du gouvernement actuel, c'était ras-

surant pour le MR d'avoir le poste de Premier ministre pour construire un gouvernement comme ça.

Vous ne dites pas non... En 2014, c'était non.

On ne dit pas non et on ne le revendique pas. L'essentiel, ce sera le contenu de l'accord de gouvernement, puis qui joue quel rôle...

B.DY ET MA.D.

ENTRETIEN

Peut-on être nationaliste dans un gouvernement fédéral et regarder sans ciller une région européenne réclamer avec force son indépendance ? Non. Le vice-Premier Jan Jambon, homme fort de la N-VA au fédéral, en pince pour la Catalogne, mais il ne mettra pas pour autant le gouvernement belge en difficulté. On fait le point.

La Catalogne a organisé son référendum et pourrait déclarer son indépendance. Qu'en pense le nationaliste que vous êtes ?

Je fais une distinction entre deux éléments : d'un côté le comportement de Madrid dans ce débat, l'approche violente, que je condamne. Et de l'autre, la question politique. Et là, vous allez évidemment me demander ce que va faire le gouvernement belge.

Gagné. Que va faire le gouvernement belge ?

Je ne sais pas ce qui va se passer dans les jours qui viennent, mais le Parlement catalan devrait décider de valider le référendum. Ce sera le démarrage d'un processus de dialogue, de négociation entre Barcelone et Madrid.

Avant de voir un résultat d'une négociation entre Madrid et Barcelone, du temps va passer.

Mais on sait de quel côté votre cœur penche...

On le sait, j'allais en Catalogne bien avant d'être ministre.

Mais s'il y a une déclaration d'indépendance la semaine prochaine, et même si c'est le début d'un processus, vous n'allez pas dire au gouvernement qu'il faut reconnaître l'indépendance ?

Un moment donné, la question va venir sur la table, mais je ne pense pas que ce sera immédiatement après la déclaration.

Mais cela pourrait être sous la suédoise ?
Oui, mais je ne vais pas dire maintenant quelle sera notre position parce que cela dépend des circonstances.

Vous ne craignez pas que cela pose un problème au gouvernement Michel ?

Je ne vais pas répondre, cela n'apportera rien. Mais notre gouvernement a déjà eu beaucoup de difficultés sur la table et a toujours réussi, parfois de façon élégante, parfois moins, à trouver une solution. C'est vrai également sur cette question. Et je rappelle quand même que c'est un problème espagnol. Quand on parle de l'impôt des sociétés ou du tax-shift, ce sont des problèmes belges. Ici, c'est un problème espagnol et je suis sûr que notre gouvernement va s'en sortir.

Un référendum pour l'indépendance de la Flandre, c'est imaginable ?

Si les sondages montrent qu'on a une majorité, on le fait tout de suite ! (rires) Non,

je plaisante. Nous ne sommes pas favorables aux référendums. Pour nous, ce sont les élus qui doivent gérer cela.

Vous en parlez avec Charles Michel ?

Bien sûr. On ne va pas attendre et aborder les problèmes à la dernière minute. Mais Charles a bien réagi (en condamnant en premier les violences de la police espagnole, NDLR). Il a agi en leader européen et a été courageux. Par contraste, cela montre le manque de courage d'autres chefs d'Etat.

Ce n'est pas vous qui avez demandé à Charles Michel de réagir ?

On était ensemble, on a parlé. Mais ce n'est pas la N-VA qui dit au Premier ministre ce qu'il doit faire ! On ne le manipule pas avec un joy stick ! (rires)

Le cœur de l'électorat N-VA, déjà déçu de la mise au frigo de l'institutionnel, en attend plus sur la Catalogne, non ?

Non, parce qu'ils savent que la question n'est pas sur la table et donc nous n'avons pas à réagir.

Et en plus, vous annoncez une campagne qui ne sera pas axée sur le communautaire, mais sur la sécurité, le socio-économique et l'identité. Ça fait beaucoup...

Premièrement, un des trois thèmes. c'est l'identité, l'identité flamande. Est-ce si loin du communautaire ? Deux : quand on parle de communautaire, on parle de réformes institutionnelles et je ne pense pas que cela mobilise beaucoup de gens. Les questions institutionnelles, ce sont les moyens. Le but, c'est la sécurité, le socio-économique et l'identité. Notre analyse, c'est que pour gérer ces questions de la manière la plus efficace en Belgique, il faut réorganiser les compétences et les institutions. Le but dans ma vie politique n'est pas de réformer l'Etat, mais d'offrir bien-être et prospérité. Mais pour offrir cela à nos citoyens, il faut voir quels sont les moyens. Et les moyens, c'est de donner plus de compétences à la Flandre parce qu'il y a deux démocraties.

Vous dites que l'institutionnel ne mobilise plus en Flandre ?

Dire « voter pour nous parce qu'on va changer l'article 103, 124 ou 4200 », cela n'a pas de sens. C'est « votez pour nous parce qu'on veut garantir votre identité, votre sécurité, votre prospérité ». Et pour arriver à ça, on a le communautaire. Et vous le verrez dans notre programme : le communautaire va être dedans pour arriver à ces objectifs.

Vous y croyez ? On a vu cette étude en Flandre qui tend à démontrer que les Flamands sont plus attachés à la Belgique que les francophones...

Vous savez, on lit tellement de choses, intelligentes ou moins...

Ce n'est pas intelligent ?

Ce qui se passe, c'est que nous prouvons que la direction pour laquelle les Flamands votent, c'est le centre droit et que ça peut améliorer les choses. Le fédéral a une composition très proche du vote que les Flamands ont exprimé. Et plus éloignée de celle pour laquelle les Wallons ont voté. L'électorat N-VA se reconnaît donc dans la politique qu'on mène.

Mais c'est vous qui faites fonctionner la Belgique, c'est paradoxal, non ?

Si demain, le PTB arrive au pouvoir, il peut détricoter tout ce qu'on a fait. Mais la chance de voir l'extrême gauche arriver au pouvoir en Flandre est limitée. C'est pour cela que nous disons que si on transfère les compétences du fédéral au niveau des Régions, on est plus sûr que les Flamands aient la politique pour laquelle ils votent. C'est le raisonnement.

Ce gouvernement travaille plus pour la Flandre ?

Non, je n'ai pas dit ça. Nous menons une politique de centre droit mais pour tout le pays. Quand je vois les positions de Theo (Francken, NDLR) et de moi-même dans les sondages côté francophone, il ne semble pas que notre politique soit impopulaire.

Comment l'expliquez-vous ? Dans notre sondage, Theo Francken est devenu plus populaire qu'Elio Di Rupo...

Avant que nous n'arrivions au gouvernement fédéral, côté francophone, le PS, le CDH, les syndicats, la presse parlaient de nous. Mais maintenant, ils peuvent apprécier la situation non pas par ce qu'ils ont entendu, mais par ce qu'ils voient. C'est comme cela que je m'explique le changement.

Vous pourriez lancer des listes en Wallonie ?

La N-VA ? (rires) Je ne pense pas. Notre partenaire dans le gouvernement c'est le MR... Si on dépose des listes en Wallonie, la majorité des votes qu'on va avoir vont venir du MR... Sans parler de l'idéologie nationaliste flamande qui pèse peu en Wallonie...

Les francophones gardent une appréhension d'un agenda caché, ou pas caché d'ailleurs, de la N-VA.

Ce n'est pas caché. Mais en Wallonie, beaucoup de gens nous disent que si nous abandonnions nos demandes communautaires, tout le monde voterait pour nous. Je l'entends et je le comprends.

En fin de législature, vous allez demander la révision d'articles de la constitution ?
Oui.

Ce sera délicat, non ?

C'est simple, soit on le fait et le gouvernement tombe parce que c'est la fin de la législature, soit on ne le fait pas, et le gouvernement tombe parce qu'on ne s'est pas mis d'accord. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY
MARTINE DUBUISSON

ANALYSE

Ce qui est bon pour la Flandre est bon pour le pays...

Il assume. Qu'il parle de son nationalisme, de la ligne communautaire de la N-VA, du gouvernement, de certains ratés de com, de Francken (« *Theo n'a pas dit qu'on allait nettoyer le parc Maximilien des migrants. Il traite cela avec beaucoup d'humanité. Son style ne me dérange pas* »), Jan Jambon répond sans détour, cash, assumant ses positions... même celles susceptibles de hérissier au sud du pays. Il n'éluide aucune question, ne se fâche

devant aucune. Suffisamment rare pour le souligner. La suédoise, il la défend donc... sans dire pour autant qu'il souhaite rempiler pour cinq ans. Sur le mode : on verra, l'électeur décidera (là, il est plus langue de bois...), la N-VA ne sera peut-être pas invitée à la table. Et on sent alors comme un questionnement : lui qui est entré en politique pour faire avancer ses idéaux nationalistes, pourrait-il se contenter d'un deuxième gouvernement Michel sans agenda communautaire ? A moins qu'un compromis institutionnel puisse être trouvé, avec une régionalisation accrue mais aussi une refédéralisation de compétences ? Peu de chances de convaincre celui qui veut

(toujours) aller vers l'indépendance de la Flandre, lentement mais sûrement, de faire des pas en sens inverse... Car pour l'heure, juge-t-on à la N-VA, la tactique visant à mener une politique de droite au fédéral pour pousser la gauche wallonne à accepter le confédéralisme fonctionne (les régionalistes refont entendre leur voix). Pas de raison, dès lors, d'en changer. Et tant pis si cette politique est aussi perçue, au Sud, comme très dure, voire peu sociale. Mais vous ne lui ferez pas dire qu'il gère le fédéral en faveur de la Flandre : notre politique est bonne pour tout le monde, assure-t-il en substance.

B.DY ET MA.D.

suédoise « Nous ne prendrons plus de grandes réformes »

Ça cafouille un peu au fédéral : pensions, taxe sur les comptes-titres. Un problème de communication ?

Nous avons adopté un programme de réformes énorme : tax shift, accord budgétaire, et conseil des ministres spécial sur la sécurité. Enorme. Alors, est-ce que vous acceptez l'idée que, quand on négocie un accord de cette ampleur, tous les détails de toutes les mesures ne sont pas discutés dans leurs moindres aspects ? Je pense que c'est acceptable. Et donc, après cet accord, on affine et on arrive à quelque chose. Nous avons eu deux problèmes. D'abord une exception sur une des 50 mesures, les pensions. Grand débat...

Mais une exception sur un thème ultrasensible : le montant des pensions de ceux qui ont été au chômage.

Oui, mais je veux quand même relativiser. Deuxième problème : les comptes titres. Johan Van Overtveldt, le ministre des Finances, a juste dit qu'il espérait que l'accord passe au Conseil d'Etat, mais il n'a jamais dit que la taxe ne serait pas

mise en place. Et aujourd'hui, tout est résolu. Était-ce très bien géré ? Non, certaines personnes ont commis des erreurs de communication, mais l'accord est validé et le gouvernement est à nouveau parvenu à résoudre les problèmes.

Il reste beaucoup à discuter, sous ce gouvernement ?

« La N-VA ne manipule pas Charles Michel avec un joy stick ! »

Pas du point de vue des décisions. Mais du point de vue de l'exécution de l'accord de cet été, il reste beaucoup à faire. Va-t-on encore prendre de grandes réformes ? Non. Mais il y aura encore le contrôle budgétaire et le budget 2019. On le sait : quand on s'approche des élections, ce n'est pas le bon moment pour prendre de grandes réformes.

Charles Michel dit que votre gouvernement a autant réformé que Jean-Luc Dehaene. Exagéré ?

Non. Les créations d'emploi ont repris et le budget est assaini. On a eu une période difficile en 2016, avec la crise de l'asile, les attentats et le Brexit, mais nous sommes partis d'un déficit de 3,2 % du PIB et nous en sommes presque à un demi-pourcent. C'est énorme. Il faut aller loin pour trouver un gouvernement belge qui a réalisé une telle performance.

Celui de Di Rupo ?

Non. Certains diront qu'il avait bien commencé, mais il s'est très vite arrêté. ■

Propos recueillis par
B.DY ET MA.D.